https://divergences.be/spip.php?article30

Revue libertaire internationale en ligne
DIVERGENCES
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

Haïti : Le rôle du Canada

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - NÂ° 1 (Avril/April 2006) - 1- International / Pages internationales - - Le piège démocratique -

Publication date: jeudi 30 mars 2006

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L200xH238/d3-774af.jpg]

Le peuple a encore parlé en Haïti. Le 7 février dernier, c'est massivement que le peuple haïtien est allé voter. De toute évidence, c'est René Préval, ancien président du pays sous la bannière Lavalas, qui devrait être élu. Les puissances occidentales - plus particulièrement les États-Unis, la France et le Canada - se sont dites satisfaites du déroulement des élections et ont indiqué qu'elles allaient respecter le choix du peuple haïtien. Mais dans les faits, les Haïtiens et Haïtiennes n'auraient-ils et elles pas encore une fois « mal voté ».

Sur les tribunes publiques on se félicite de voir Haïti sur le chemin de la démocratie, mais on peut se demander pourquoi, à la lumière du résultat probable des élections, était-il nécessaire de forcer à l'exil le président légitimement élu Jean-Bertrand Aristide. Puisque dans les faits, le mouvement Lavalas demeure toujours la formation politique la plus populaire et les candidats et candidates potentiels du parti étant pour la plupart en prison, le choix de René Préval allait de soi, bien que ne se présentant pas cette fois-ci sous la bannière Lavalas. On peut alors légitimement postulé que Jean-Bertrand Aristide eut été réélu s'il s'était présenté aux élections.

Alors pourquoi avoir fomenté un coup d'État et plongé le pays dans le chaos et l'insécurité pour en arriver pratiquement au même résultat élctoral deux ans plus tard ? Et à la lumière des résultats, peut-on admettre que cela saura réellement satisfaire les puissances occidentales ? Ces pays cesseront-ils donc enfin de mettre des bâtons dans les roues de la première république noire au monde ? Et le Canada dans tout ça ?

Il ne faudrait en effet pas oublier et passer sous silence le rôle important qu'a joué le Canada dans les événements en Haïti ces dernières années. Ce rôle fut d'ailleurs loin d'être passif, Ottawa s'immisçant en fait activement dans les affaires haïtiennes. Le pays fut partie prenante d'une campagne de déstabilisation à l'endroit d'Haïti.

On peut faire remonter à 2000 le début de cette campagne de déstabilisation. Les élections tenues cette année-là, bien que boycottées par une large partie de l'opposition, furent remportées massivement par le parti Fanmi Lavalas du président Aristide. Jugées conformes par la plupart des observateurs internationaux, elles furent toutefois considérées comme irrégulières sur la base d'une technicité par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne (sous la pression de la France). On décida du même coup de couper une aide de 500 millions de dollars destinée au pays. On imposa donc un embargo sur le pays le plus pauvre de l'hémisphère, après quoi on l'accusera d'être incapable de se sortir de la misère.

Bien entendu, les partis et organisations de l'opposition allaient quant à elles recevoir leur part du gâteau via les canaux traditionnels en la matière que sont les NED, NRI, USAID, ACDI et autres organes soit-disant neutres canado-états-uniens. Pendant ce temps, des bandes d'anciens soldats et d'escadrons de la mort parmi lesquelles on retrouve des personnages au passé peu reluisants tels Guy Phillipe, Louis-Jodel Chamblain et autres s'organisaient depuis leur base en République Dominicaine.

Puis vint en janvier 2003 la fameuse rencontre secrète organisée par le Canada sur les bords du Lac Meech, où les « amis d'Haïti » décidèrent du sort du pays. Le groupe qui ne comprenait aucun représentant d'Haïti était réuni autour de Denis Paradis, alors conseiller spécial du gouvernement libéral sur l'Amérique latine. Connue sous le nom d' « Initiative d'Ottawa sur Haïti », cette rencontre allait en venir à la conclusion qu'Aristide se devait de partir le plus tôt possible, de préférence avant la commémoration du bicentenaire de l'indépendance du pays. Afin de préparer le terrain au renversement d'un gouvernement légitimement élu, on commença alors une campagne de manipulation médiatique, présentant le président Aristide comme un dangereux dictateur compromettant l'avenir du pays. Bien qu'il était légitime de certains griefs à l'endroit d'Aristide, plusieurs des critiques à son égard étaient non fondées sinon exagérées. On présenta Haïti comme un État en faillite qui nécessiterait notre assistance.

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

Le 5 février 2004, jour où débuta le soulèvement armé dans le nord du pays, Pierre Pettigrew, alors ministre des affaires étrangères canadien, rencontrait Paul Arcelin, un des principaux protagonistes de ce soulèvement, pour discuter de la « réalité haitienne ». Ce dernier affirma d'ailleurs dix jours après le coup d'État que lui et Guy Philippe avaient comploté le renversement d'Aristide depuis au moins deux ans. Puis, le 29 février, jour où l'on força à l'exil le président Aristide, le Canada fit son entrée physiquement sur le terrain. Alors qu'une délégation états-unienne « invitait » le président Aristide à quitter le pays, la Deuxième Force opérationnelle interarmées (FOI2) du Canada prenait le contrôle de l'aéroport et 550 militaires canadiens étaient déployés dans Port-au-Prince. Le Canada fut ensuite l'un des premiers pays à reconnaître le gouvernement de Gérard Latortue mis en place par le trio Etats-Unis-Canada-France.

Depuis, c'est le chaos et l'horreur en Haïti. L'insécurité est grandissante et chaque jour les droits humains sont bafoués. Le Canada est partie prenante de cette situation catastrophique et a définitivement du sang sur les mains dans le pays. Ottawa participe notamment à la formation de la Police nationale haïtienne (PNH), reconnue pour avoir massacré de nombreux civils depuis son entrée en fonction. Un rapport de l'International Crisis Group mentionnait d'ailleurs que la PNH « a repris les anciennes pratiques des FAd'H, y compris des opérations de style militaire dans les quartiers pauvres de la capitale avec peu d'attention portée aux dommages collatéraux infligés aux civils. » On apprend de plus sur le site outofhaiti.ca que « sous le regard de la police canadienne, 500 ex-soldats ont été intégrés dans la PNH, les hauts rangs de la PNH étant presque exclusivement occupés par des anciens officiers des FAd'H ; et entre 500 et 1000 ex-militaires sont en train d'être incorporés. » Malgré le nombre considérable de rapports qui font état de ces massacres, le Canada continue toujours de faire la sourde oreille à cet égard, mettant inlassablement sur les dos des partisans d'Aristide et de soit-disant bandes armées les violences commises dans le pays. L'ex-ministre Pettigrew qualifiait d'ailleurs de propagande ces différents rapports.

Depuis le 1er juin 2004, la MIssion des Nations Unies de STAbilisation en Haïti (MINUSTAH) menée par le Brésil a pris le relais de la force d'occupation canadao-américano-française. Ayant pour tâche la réduction de l'insécurité et la protection des droits humains, son bilan est plutôt négatif. La mission semble en fait plus souvent qu'autrement servir de couverture pour les massacres, quand ce n'est pas tout simplement elle qui assure la sale besogne. Le Canada occupe encore une fois un rôle dans cette mission puisque « des conseillers canadiens sont présents parmi les dirigeants militaires des forces de l'ONU et l'agent de Police David Beer de la GRC est à la tête de la police civile de l'ONU (CIVPOL) qui compte 1401 agents. La CIVPOL est responsable du recrutement, de l'entraînement et de la surveillance de la Police Nationale Haïtienne (PNH). De plus, le Canada compte plus de 100 officiers de la GRC dans les rangs de la Police Civile de l'ONU (CIVPOL). »

Le Canada ferme également les yeux sur la question des prisonniers politiques. Les chiffres divergent quant à l'ampleur, mais la plupart des observateurs s'accordent pour dire que leur nombre est considérable. Par exemple, la Commission Catholique pour la paix et la justice estime qu'il y a au moins 700 prisonniers politiques en Haïti aujourd'hui, principalement des supporters et militants Lavalas parmi lesquels on compte l'ancien premier ministre Yvon Neptune, la chanteuse folk Anette « So Ann » Auguste et le prêtre Gérard Jean-Juste - bien que ce dernier soit actuellement à Miami pour se faire soigner suite à de nombreuses pressions internationales.

Ce à quoi on a donc assisté depuis le renversement d'Aristide, c'est à une mise en tutelle du pays. Et dans ce contexte, on peut se demander si les récentes élections vont véritablement pouvoir changer les choses. De toute évidence, le candidat sortant n'est pas l'homme des puissances occidentales. Le peuple haïtien aurait encore une fois « mal voter ». Laisserons-nous la chance au coureur ? Rien n'est si sûr. Et avec l'insécurité qui règne dans le pays, on trouvera facilement prétexte à intervenir le cas échéant.

Le Canada a participé activement à l'organisation de ces élections. Et bien qu'ayant voté massivement, nombreux et nombreuses sont les Haïtiens et les Haïtiennes qui considèrent ces élections avec suspicion. Comment en effet considérer comme légitime ces élections, alors que croupissent derrière les barreaux nombre de prisonniers politiques et qu'on a refusé la candidature de plusieurs membres de Fanmi Lavalas. Pour plusieurs, ces élections

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne

constituent une mascarade et ne servent qu'à légitimer le renversement d'Aristide.

Mais la situation est cependant telle que le peuple haïtien se doit d'avancer. Et en tant que peuple fier, il a décidé d'aller massivement aux urnes élire un candidat de leurs choix : René Préval. Est-ce la fin des malheurs pour Haïti ? Assurément pas. Mais un pas dans la bonne direction serait que les puissances occidentales, et au premier chef, le Canada, cessent de s'immiscer dans les affaires haïtiennes et laisse à ce peuple la possibilité de prendre en main sa destinée.

PS:

Pour les références et en savoir plus, quelques sites Internet
www.outofhaiti.ca
www.haitiaction.net
www.haitiprogres.com
www.dominionpaper.ca

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne